

**CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE
POUR LA REALISATION DE L'AMENAGEMENT
D'UN PLATEAU SURELEVE AVENUE EDITH CAVELL**

Passée en application de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée codifiée par le Code de la commande publique, et notamment son article L.2422-12 du C.C.P.

ENTRE

La Ville de Biarritz, représentée Madame Maider AROSTEGUY, habilité(e) par une délibération du Conseil municipal du 3 avril 2023,

d'une part,

ET

d'autre part,

La Ville d'Anglet, représentée par Monsieur Claude OLIVE, habilité(e) par une délibération du Conseil municipal du,

PRÉAMBULE

L'aménagement d'un plateau surélevé de l'Avenue Edith Cavell concerne les deux maîtres d'ouvrage que sont la Ville d'Anglet et la Ville de Biarritz.

Il paraît opportun, dans un souci d'homogénéité et d'impact sur l'espace public, de prévoir une intervention coordonnée avec une co-maîtrise d'ouvrage s'agissant de l'ensemble des études et travaux de réaménagement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de désigner la Ville de Biarritz en qualité de Maître d'Ouvrage unique pour l'exécution des travaux d'aménagement de l'Avenue Edith Cavell.

ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE UNIQUE

L'article L.2422-12 du Code de la commande publique codifiant la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, précise :

"Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme."

Dans ce cadre, il est convenu que la Ville de Biarritz assurera la maîtrise d'ouvrage unique puisque c'est elle qui a piloté les études sur les modalités d'aménagement d'un plateau surélevé de l'Avenue Edith Cavell.

ARTICLE 3 : DEROULEMENT DE L'OPERATION

En sa qualité de maître d'ouvrage et afin de mener à terme l'opération, La Ville de Biarritz aura la responsabilité de conduire les éléments de missions nécessaires en respectant les réglementations en vigueur. Ils porteront notamment sur :

- commande des prestations, sondages et diagnostics éventuellement nécessaires,
- suivi des études projet,
- désignation des entreprises chargées des travaux,
- suivi administratif des dossiers de marché,
- direction, contrôle et réception des travaux,
- et toute autre prestation nécessaire à la réalisation des travaux.

ARTICLE 4 : RECEPTION ET GESTION ULTERIEURE DES OUVRAGES

La réception des ouvrages fera l'objet d'un procès verbal signé contradictoirement par la Ville de Biarritz et la Ville d'Anglet au vu des documents relatifs à la réception des marchés.

ARTICLE 5 : ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

La Ville de Biarritz assurera sa mission de maître d'ouvrage en toute transparence ; pour cela, elle informera régulièrement la Ville d'Anglet de l'avancement de l'opération.

La Ville de Biarritz s'engage à fournir à la Ville d'Anglet tous éléments demandés par cette dernière et nécessaires au suivi de l'opération.

Suivant les besoins et les stades de l'opération, la Ville d'Anglet participera aux réunions d'études et aux réunions de chantier, ainsi qu'aux phases de réception des travaux.

Toute modification du programme ou de l'enveloppe financière sera soumise à délibération de la Ville de Biarritz et de la Ville d'Anglet et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

La Ville de Biarritz ne percevra pas de rémunération pour ses missions, qui s'effectueront donc à titre gratuit.

ARTICLE 6 – REPARTITION DU COUT DE L'OPERATION

Le coût global estimé de l'opération d'aménagement d'un plateau surélevé de l'Avenue Edith Cavell est de 280 000 €TTC, soit 233 333 € HT.

Ces dépenses comprennent :

- les frais de MOE pour la réalisation des études et le suivi
- les frais d'établissement du dossier des P.A.
- les coûts de construction des ouvrages
- les actualisations ou révisions de prix
- la TVA pour le montant TTC, qui sera récupérée par la ville de Biarritz.

Les parties s'engagent à revoir les termes de la convention si le montant total varie de plus de 5 %.

Les coûts de l'opération seront répartis de la manière suivante :

Part Ville de Biarritz : 57 % soit 159 600 € TTC (133 000 € HT).
Part Ville d'Anglet : 43 % soit 120 500 € TTC (100 333 € HT).

Chaque collectivité fera son affaire de la récupération du Fond de Compensation de la TVA (FCTVA) pour le montant de dépenses de travaux qui lui incombe.

ARTICLE 7 : MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Chaque maître d'ouvrage inscrira à cet effet les crédits nécessaires à son budget.

Les titulaires des marchés adresseront leurs factures et notes d'honoraires à la Ville de Biarritz qui en assurera le règlement.

La Ville de Biarritz émettra ensuite les titres de recettes correspondants à la clef de répartition définie à l'article 6, au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

ARTICLE 8 : DUREE DE LA CONVENTION ET PLANNING PREVISIONNEL

La présente convention prendra fin lorsque la totalité des opérations suivantes aura été effectuée :

- réception contradictoire des ouvrages et levées des éventuelles réserves,
- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,
- remise des dossiers techniques et administratifs complets relatifs aux ouvrages,
- liquidation financière de l'opération,
- signature des procès-verbaux de remise des ouvrages.

ARTICLE 9 : RESILIATION

La présente convention peut être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre partie d'une ou plusieurs des obligations de la convention. La convention pourra donc notamment être résiliée de plein droit en cas d'annulation du projet objet de la présente convention.

Cette résiliation prend effet deux mois après l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs.

ARTICLE 10 : CAPACITE D'ESTER EN JUSTICE

La Ville de Biarritz pourra agir en justice pour le compte de la Ville d'Anglet pendant toute la durée de la convention, aussi bien en tant que demandeur que défenseur. Elle devra, avant toute action, demander l'accord de la Ville d'Anglet.

ARTICLE 11 : LITIGES ET REGLEMENT DES CONFLITS

A défaut d'accord amiable, le règlement des litiges liés à l'exécution de la présente convention relève du Tribunal Administratif de Pau.

Le document comporte 4 pages et est établi en deux exemplaires originaux dont un pour chacune des parties.

Fait à Biarritz, le.....

Pour la Commune de Biarritz,
Le Maire,

Pour la Commune d'Anglet
Le Maire,

Maidar AROSTEGUY

Claude OLIVE